



Kenya : l'opposition peut-elle survivre à la défaite ?

L'opposition kenyane ne s'est décidément pas remise de sa défaite lors des élections de décembre 1992. Ayant accepté de jouer le jeu électoral du président Daniel arap Moi en lui laissant les atouts nécessaires à la victoire (appareil administratif notamment) (1), elle semble aujourd'hui se désintégrer sur des lignes ethnico-générationnelles très classiques, agitée par la succession des leaders qui l'ont conduite à l'échec. En effet, pas un des trois grands partis d'opposition, Ford-Kenya, Ford-Asili et Democratic Party n'est épargné par les frondes de ses *big men* affamés.

A peine une semaine après le choc de la défaite, neuf parlementaires luo du Ford-Kenya refusent ainsi de participer à tout front commun avec les Kikuyu du DP ou du Ford-Asili, remettant en question les tentatives de leurs leaders pour constituer enfin une opposition unie. Les neuf élus de l'ancien district de South-Nyanza justifient leur position par l'impossibilité de faire confiance aux Kikuyu, comme l'auraient démontré les mésaventures d'Oginga avec Jomo Kenyatta et l'assassinat de Tom Mboya dans les

années 60. Ce groupe de parlementaires ruraux prône la coopération avec la KANU afin de stimuler le développement en pays luo. Puis vient le tour du Democratic Party. Son chairman, Mwai Kibaki, se retrouve dans une position délicate lorsqu'une délégation de ses membres fondateurs flanquée d'un groupe d'aînés de la province centrale et menée par le grand patron de Kiambu, Njengo Karume, rencontre le président Moi au nom de la défunte GEMA (Gikuyu, Embu, Meru Association), pour mettre fin aux affrontements ethniques de la Rift Valley. L'organisation nationale semble alors disparaître au profit de la réincarnation de l'ancien groupe de pression, dont l'objectif affiché est de reconstituer les réseaux de pouvoir au bénéfice de ses trois communautés. Les élus kamba menacent alors de quitter le parti tandis que plusieurs branches locales des districts kalenjin commencent à le désertier. Lors des élections internes qui se déroulent en mai, le secrétaire général maasai John Keen parvient cependant à récupérer la situation en faisant élire une Kamba et un Kisii à des postes clés de

l'organisation, au grand dam des représentants meru et surtout de leur leader Benjamin Ndubai qui dénonce bruyamment la trahison de Mwaï Kibaki. Enfin, même au Ford-Asili, où l'autorité de Kenneth Matiba semblait incontestée, le MP populiste de Molo dans le district de Nakuru, Njenga Mungai, appelle en août à l'union de tous les Kikuyu derrière « un autre messie ». Le businessman de Murang'a ayant failli à mener son peuple vers les eaux lucratives de Canaan, il leur faut un autre leader qui tiendra aussi beaucoup plus compte des grands patrons de la communauté et moins de son rapport direct avec les électeurs (2).

Les luttes de factions et les rivalités personnelles se multiplient donc au nom du partage d'un gâteau national que personne ne se pardonne d'avoir perdu, soutenues par les interprétations « tribalistes » de la presse gouvernementale et tout particulièrement de la très institutionnelle *Weekly Review*. Même les jeunes Turcs du Ford-Kenya, Paul Muite, Gitobu Imanyara, James Orengo, Peter Anyang'nyong'o, Michael Kijana Wamalwa, ces brillants avocats et universitaires défenseurs des droits de l'homme, l'élite intellectuelle du pays, semblent pris au piège de la politique régionaliste lorsque la succession de leur chairman, Oginga Odinga, est à l'ordre du jour. Après qu'il ait dénoncé comme une tentative de corruption destinée à le faire taire le don de deux millions de shillings fait au vieux leader luo par l'homme d'affaire Kamlesh Pattni impliqué dans le scandale Goldenberg sur lequel il enquêtait (3), et qu'il ait manifesté publiquement son désaccord avec la politique de coopération d'Oginga Odinga avec la KANU, Gitobu

Imanyara (meru) est en effet expulsé du parti fin septembre provoquant la démission de leurs postes de responsabilité en son sein de Paul Muite (MP kikuyu), de Kiraitu Murungi (jeune MP meru), de Farah Mohammed (jeune MP somali), et de Robert Shaw (jeune Kenyan blanc), laissant l'état-major du parti entre les seules mains d'élus luo ou luhya, et compromettant sérieusement son image de seule organisation d'opposition d'envergure nationale, ayant au moins un représentant dans chaque province du pays.

La logique ethnique semblerait donc quoi qu'il arrive l'emporter au grand profit du gouvernement, qui multiplie par ailleurs la création de nouveaux districts (4) dans les îlots des régions d'opposition qui lui

(1) Cf. D. Bourmaud, « Les élections au Kenya : victoire ou répit ? », *Politique africaine*, n° 49, mars 1993, pp. 141-146.

(2) Pour une analyse des stratégies de légitimation des différents candidats à l'élection présidentielle, voir notre récent travail : Grignon (François), « Le multipartisme au Kenya : reproduction autoritaire, légitimation et culture politique en mutation (1990-1992) », *Travaux et Documents de l'IFRA*, n° 12, juillet 1993, 81 p.

(3) Selon les revendications au Parlement des jeunes turcs du Ford-Kenya appuyées par une enquête du *Daily Nation*, cet homme d'affaire indien aurait détourné entre sept et neuf milliards de shillings du Trésor Public sur des exportations inexistantes d'or et de diamants, avec la complicité du vice-président et ministre des Finances de l'époque le professeur George Saitoti et le directeur de la Banque Centrale Éric Kotut. Les fonds auraient notamment servi au financement de la campagne électorale de la KANU pour les dernières élections générales du 29 décembre.

(4) Quatre districts politiques ont encore été créés après les élections : Mont-Elgon, qui donne à un groupe kalenjin, les Sabaot, perdu au milieu des Luhya son autonomie administrative, Kuria dont les circonscriptions ont été les seules à voter majoritairement pour Daniel arap Moi dans une zone luo acquise à Oginga Odinga, Nyembene chez les Meru et Mwingi chez les Kamba.

sont restés fidèles, afin de stimuler une lecture purement communautaire de la représentation, pour laquelle, selon la rhétorique Nyayo, point n'est besoin de partis d'opposition. Chaque communauté devrait se battre pour obtenir sa part des prébendes, et s'y soustraire serait refuser le développement, dont le district est l'unité de base. Comme la Kadu en 1964, le Ford-Kenya, le Ford-Asili, et le Democratic Party seraient donc voués à disparaître puisque la seule légitimation réelle d'un parlementaire au Kenya serait d'obtenir pour sa circonscription une part du gâteau national et d'obtenir éventuellement un poste ministériel. Les quatre défections de députés de l'opposition à la KANU qui se sont déjà produites pourraient donc devoir se poursuivre, nombre de parlementaires ruraux connaissant actuellement une véritable crise de conscience (5), persuadés de ne pouvoir assurer leur vie politique devant leur incapacité à porter vers des sommets les collectes des réunions harambee. Face à l'idéologie du primat au développement communautaire, l'opposition kenyane semble donc dangereusement démunie et même sans doute manquer de raison d'être. Les élections de décembre 1992 auraient-elles enterrées des organisations n'ayant plus d'autre identité que leur implantation électorale ? Le suffrage universel aurait-il coupé le souffle d'une opposition désormais assailli par la politique du ventre ?

L'équation classique censée expliquer la nature du multipartisme en Afrique, un parti = une ethnie, et qui saucissonne le corps électoral en ensembles auxquels les cartes semblent donner vie (6), procède cependant d'une double réification qu'il est nécessaire de rejeter au bénéfice d'une analyse un

peu plus fine de la situation des acteurs et de leurs stratégies. Ainsi, sans vouloir troquer des entités d'homogénéité imaginaire — ethnies, partis — pour imposer le primat d'une anthropologie dont l'importance a été maintes fois soulignée dans les sociétés « acéphales » d'Afrique de l'Est, il est néanmoins possible de cerner les différentes ressources dont disposent les acteurs de la compétition politique kenyane en les regroupant selon l'un des traits marquants de leur visibilité sociale, leur groupe générationnel. Trois segments de l'élite du pays se dessinent ainsi, avec les ressources particulières qu'ils sont susceptibles d'engager de façon différenciée contre leurs rivaux.

La génération des leaders de l'indépendance tout d'abord. Les « mzee » de la vie politique kenyane qui n'en finissent pas de mystifier leur opposition victorieuse au colonialisme britannique. Le premier d'entre eux bien sûr est le chairman du Ford-Kenya, Jaramogi Oginga, engagé très tôt dans le débat et la lutte pour le rétablissement du multipartisme. Avec ses compagnons Achieng'Onoko, Dennis Akumu, Waruru Kanja, ou Masinde Muliro décédé trois mois avant les élections, ce sont les restants d'une génération que Daniel arap Moi s'est empressé d'éliminer au sein de la KANU (7), pour que s'il n'en

(5) Entretien avec Peter Anyang'Nyong'o, 29-07-1993.

(6) Pour une analyse de la réification qu'implique la représentation des électorats sous forme de carte, voir A. Garrigou, « Invention et usages de la carte électorale », *Politix*, n° 10-11, 1990, pp. 33-44.

(7) Pour une analyse de la destruction du pouvoir des grands patrons issus de l'ère Kenyatta : D. Throup, *the construction and destruction of the Kenyatta State*, in M.G. Schatzberg, *The political Economy of Kenya*, New York, Praeger, 1987, pp. 33-74,

reste qu'un, il soit bien celui-là, seul à incarner cette légitimité historique qui lui a tant fait défaut face au souvenir de Jomo Kenyatta. De ce fait, ils sont majoritairement Luo, des districts de Siaya ou Central Nyanza, anciens du KPU et vétérans de l'opposition au Kenya. A leur absence des milieux dirigeants, ils doivent une longévité toute présidentielle, mais leurs ressources matérielles en sont d'autant plus réduites ; s'appuyant essentiellement sur l'histoire de la nation qu'ils sont censés représenter et qu'ils passent leur temps à recréer, ils se sont engagés dans la seconde libération que devait apporter le multipartisme en prétendant incarner la continuité d'un combat pour la liberté, ininterrompu depuis l'indépendance, oubliant au passage leurs multiples tentatives manquées de réhabilitation.

La seconde génération regroupe tous les *big men* qui ont survécu aux luttes de factions et à la succession de Jomo Kenyatta. Dominant largement la population des parlementaires, ils ont grandi et survécu en politique grâce à leur capacité à tisser des réseaux clientélistes dans leur ciconscription, se plaçant le cas échéant sous la protection d'un des grands parrains successifs gravitant autour de la présidence, Charles Njonjo, Mwai Kibaki, puis Nicholas Biwott ou Hézekiah Oyugi. Leur engagement dans les partis d'opposition, forcé par le couplage de leur réélection au choix d'un présidentiable a souvent été tardif, et certains n'y ont pas résisté. Tel est le cas de l'establishment de Kiambu. Membres de la famille Kenyatta (George

Muhoho, Ngenji Muigai), et/ou grands propriétaires terriens (Njenga Karume, James Nyamweya), tous ralliés au DP et à Mwai Kibaki, aucun ne s'était engagé dans le combat pour la restauration du multipartisme et ils ont tous succombé à la vague Matiba dans la province centrale. Ce dernier a ainsi réussi à faire élire ses proches, brisant les logiques clientélistes des réseaux bien implantés. Lorsqu'ils sont kikuyu, ces *big men* sont réputés avoir fondé leur assise financière à la fin de l'ère Kenyatta grâce notamment à la puissante GEMA : pour les Luo, Luhya, ou Kamba, ils se seront plutôt nourris de sa succession et des disgrâces successives de Charles Njonjo et Mwai Kibaki. Certains ont eu le sens politique de rejoindre le leader national de leur province avant qu'il ne soit trop tard ou se sont trouvés libérés de leurs allégeances clientélistes grâce à l'épuration qu'a fait subir Daniel arap Moi à la KANU. Tom Obondo, Joseph Ouma Muga, Valentin Opere, Ocholla Ogur, sont ainsi des élus de South Nyanza qui n'ont pris le risque ou se sont résignés à rejoindre Oginga Odinga et le Ford, seulement après la disgrâce de leur grand patron Hézekiah Oyugi, ancien ministre d'État au secrétariat à la présidence en charge de la sécurité intérieure, impliqué avec Nicholas Biwott dans l'assassinat de Robert Ouko. Agitant facilement le souvenir de Tom Mboya qui était issu de leur district, ce sont les éternels rivaux des Luo du nord, de Siaya, ou de Central Nyanza. Contre les « jeunes Turcs » qui en sont issus, Peter Anyang' Nyong'o ou James Orenge, ils attirent Oginga Odinga vers une coopération avec la KANU ne pouvant survivre en politique que par le patronage. Quelle que soit leur

et J.D. Barkan, *The rise and fall of governance realm in Kenya*, in M. Bratton, G. Hyden, eds., *Governance in Africa*, Boulder, Lynne Rienner, 1992, pp. 167-192.

appartenance partisane, leur grande faiblesse est de ne disposer d'aucune ressource symbolique comparable à celle de la nouvelle génération, n'ayant pas participé à la lutte pour le multipartisme, quand ils ne sont pas opposés à sa restauration. Ce ne sont pas des « freedom fighters » comme les quadragénaires, troisième génération de la vie politique kenyane, surreprésentés au sein du Ford-Kenya et ses secrétariats d'analyse de la situation politique économique et sociale du pays.

Les plus connus et les plus visibles d'entre eux sont les parlementaires : leurs joutes oratoires avec les membres du gouvernement ont redonné vie à une institution mortifiée par l'autoritarisme, où les cris des leaders populistes avaient même disparu. Avocats, universitaires, intellectuels, leurs atouts sont avant tout symboliques, issus de la lutte menée pour démocratiser le pays et de leur capacité à faire plier le gouvernement et la KANU. Ils se nourrissent d'une opposition radicale publique au gouvernement pour prendre l'avantage sur leurs aînés, en imposant une politique médiatisée, argumentée et ouverte sur la scène internationale. Soutenus par les juristes et journalistes de la même génération dont les intérêts corporatistes se conjuguent avec cette défense de l'État de droit, ils grandissent en politique en animant un espace public contradictoire où ils tentent de faire le procès d'un gouvernement resté autoritaire.

Cette génération, qui ne forme pas plus que ses aînés un groupe mobilisable ou constitué n'est cependant pas sans connaître d'intenses rivalités de personnes et d'ambitions, qui la divisent avant même qu'aucun combat ne soit gagné. Unis par une communauté

d'intérêts et de croyances quand il s'agit de s'opposer à l'autoritarisme nyayo, ils rejoignent sans complexe les pratiques de leurs aînés pour obtenir le soutien de l'une ou l'autre de leur communauté d'origine quand un poste de pouvoir est en jeu. Raila Odinga pourra ainsi mobiliser les forces Luo contre Paul Muite et Gitobu Imanyara au sein du Ford-Kenya, tandis que ces deux derniers n'hésitent pas à soutenir le mouvement pour la renaissance de la GEMA quand ils deviennent susceptibles d'en prendre la tête.

Bien plus que des simples oppositions ethniques, qui sont plus au Kenya des oppositions de districts (South Nyanza contre Siaya ou Kisumu, Kiambu contre Nyeri ou Murang'a, Kakamega contre Bungoma), unités historiquement imposées par la colonisation comme celles du développement économique, social et politique dans le pays, le multipartisme a ainsi introduit un début de renouvellement de la classe politique kenyane qui n'en finit pas d'agiter les organisations engagées dans la conquête du pouvoir. Cette nouvelle étape de l'assimilation des différentes élites du pays qui se satisferait sans aucun doute d'une simple démocratisation institutionnelle a néanmoins la particularité d'ouvrir et de stimuler un espace public contradictoire au sein duquel les revendications sociales peuvent s'exprimer légitimement, à travers le jaillissement d'une parole contestataire, dont les hommes politiques d'opposition n'ont pas le monopole. Sur ce terrain, ils sont concurrencés par les voix de quelques prêtres et associations de juristes pour lesquels les tribunes de la presse écrite sont ouvertes, et qui donnent corps à un autre type d'opposition dont la légitimité a été gagnée bien avant l'échéance élec-

torale, lors du combat pour la restauration du multipartisme. Limité par le contrôle étatique de la radio et de la télévision, l'espace public dans lequel se sont engouffrés les différentes instances de la société civile libérées d'un carcan idéologique nyayo financièrement et brutalement gourmand, est devenu le lieu de tous les combats car il permet d'interpeller une communauté internationale dont le soutien est toujours aussi crucial pour le gouvernement. Ce type d'opposition offre par ailleurs les moyens aux partis de faire face à une routinisation de la vie politique qui s'installe rapidement une fois la fièvre électorale passée et l'échec à prendre le pouvoir par les urnes entériné. Elles favorisent ainsi leurs élites intellec-

tuelles au détriment des *big men*. Instances de sélection des candidats au pouvoir, les organisations politiques d'opposition permettent alors à de jeunes recrues de faire leurs preuves loin des logiques redistributives des campagnes électorales. Ce sont les théâtres d'une compétition engageant la politique des aînés contre celle des cadets, pour lesquels la défense de l'État de droit dans un espace public contradictoire sont des ressources de mobilisation qui se sont révélées trop efficaces tant sur le plan international que national, pour être abandonnées de si-tôt. Cette efficacité politique de l'idée démocratique devenant alors le meilleur garant de son implantation au Kenya.

François Grignon

Ouganda : le retour des rois*

L'Ouganda nous offre ces jours-ci un exemple intéressant d'interaction dynamique entre identité culturelle et pouvoir politique. Des mesures autorisant la réintroduction de la royauté dans son rôle cérémoniel ont été prises, mesures qui pourraient éventuellement déboucher sur la restauration de la royauté traditionnelle dans les quatre royaumes incorporés par la colonisation dans l'entité ougandaise : Buganda, Ankole, Toro et Bunyoro. Ces royaumes ont été abolis en 1967, suite à l'introduction d'une constitution républicaine par Milton Obote, à l'époque Premier ministre. Auparavant, des heurts graves s'étaient produits, plus particulièrement avec le gou-

vernement du Buganda, le royaume le plus important, et son *Kabaka* (roi), Edward Mutesa II, qui était en même temps le premier chef de l'État de l'Ouganda. A la suite d'un affrontement physique, lors duquel l'armée ougandaise avait attaqué le palais du *Kabaka*, celui-ci avait été obligé de fuir et de s'exiler en Angleterre où il mourut en 1969.

Le 14 juillet 1993, le National Resistance Council (parlement provisoire) a voté des lois prévoyant la « réhabilitation » des souverains traditionnels et de la restitution des

* Avec nos remerciements à Lawyer Kafureka et Frédéric Mwesigye qui ont commenté une première version de cet article.